



**Vous avez aimé la sobriété
salariale ?**

**Vous allez adorer la sobriété
énergétique !**

Le Centre des monuments nationaux annonce au CHSCT Central du 16 septembre son plan de sobriété énergétique impulsé par le gouvernement et décliné dans l'ensemble des ministères. Ce ne sont que des premières mesures, qui en présagent d'autres dans les prochaines semaines...

Sur fond de hausses des prix de l'énergie et des difficultés d'approvisionnement, il est demandé à l'ensemble de l'établissement de pérenniser une diminution de 10% de sa consommation énergétique sur deux ans : « Les tensions internationales ainsi que la situation du parc électrique national vont imposer, cet hiver, un effort sans précédent en matière de sobriété énergétique, à chacun d'entre nous, particuliers, entreprises, administrations, établissements publics... Dans ce cadre, le gouvernement a demandé, dès la mi-août, aux administrations publiques et aux entreprises de réaliser, d'ici fin septembre, des feuilles de route de propositions et de recommandations ayant pour objectif de réaliser 10% d'économies d'énergie en deux ans (d'ici 2024) ».

De même : « **Le ministère de la Culture demande également de réfléchir aux modes de fonctionnement possibles, si des interruptions ponctuelles de quelques heures, en énergie, devaient intervenir, ou si une forte baisse de la consommation d'énergie (supérieure à 10% et pouvant durer jusqu'à 3 mois) était envisagée.** Dans un second temps, des mesures pérennes doivent être envisagées. Le ministère demande donc également aux administrations et établissements publics d'y réfléchir d'ici le 28 octobre et de communiquer les besoins d'investissements qui pourraient être nécessaires. »

Pour cela un premier plan d'actions a été décliné lors de ce CHSCT :

- Un jour de télétravail imposé aux agents de Domino, le vendredi, afin de ne pas chauffer les bureaux durant trois jours consécutifs ;
- Un jour de fermeture hebdomadaire imposé dans les monuments peu fréquentés avec repos hebdomadaire des agents sur le jour de fermeture, pour l'heure nous ne savons pas encore lesquels ;
- Plan de mobilité relatif aux déplacements domicile/travail ainsi que pour les déplacements professionnels ;
- Remise en cause de certains chauffages d'appoint ;
- Limitation à 19° du chauffage et 26° pour la climatisation dans les bureaux ;
- Elaboration d'un guide à l'intention des agents ;
- L'achat d'onduleur pour éviter les coupures électriques intempestives et la mise en danger du public, du réseau et des bâtiments ;
- Le retrait des chauffages d'appoint dans les services, mais pas dans les espaces patrimoniaux ;
- Livraison de plaids...

Ainsi, nous voyons ici les conséquences du manque d'investissement sur les infrastructures énergétiques et de l'abandon du rôle de stratège de l'Etat en matière de politiques énergétiques au profit d'intérêts privés. Plutôt que de mettre en place un bouclier tarifaire sur les prix de l'énergie – nous avons là la démonstration que l'ouverture à la concurrence des ex-EDF/GDF n'apporte aucun bénéfice aux consommateurs et consommatrices – on fait peser le poids des hausses des coûts de l'énergie sur les usagers et le monde du travail (15% de hausse annoncé par Elisabeth Born) ainsi que le risque de coupures de courants plus ou moins importantes et longues.

Si des mesures peuvent être de bon sens dans une période où nos usages asphyxient la planète, ce n'est pas sans conséquence sur le service public et les travailleurs et travailleuses. **Ainsi, envisager la fermeture de monuments, certes peu fréquentés, un jour par semaine, en plus d'être un recul de l'accès à la Culture, nous semble être une mesure peu efficace. Puisqu'il est recommandé de baisser la consommation lors des pics de consommation énergétique qui adviennent de 18h à 22h. Des fermetures anticipées de sites ou de services ne seraient-elles pas préférables ?**

Ces mêmes fermetures et le télétravail imposés aux agents de Domino, ne font que reporter le coût des dépenses énergétiques sur les agents qui seront bien obligés de se chauffer chez eux et pour les télétravailleurs d'utiliser de l'électricité pour pouvoir travailler. Quelles conséquences par ailleurs sur la vie personnelle des agents ?

Lors de ce CHSCT, aucune information ne nous a été donnée sur quels seront les monuments concernés par les fermetures hebdomadaires, quels jours de fermetures, quelle concertation avec les agents.

La directrice générale a évoqué des travaux à venir en terme de travaux d'isolation, de changement de chaudière...mais peu d'éléments nous ont été communiqués. C'est bien évidemment sur les bâtiments qu'il faut également intervenir pour éviter une déperdition énergétique.

Les impensés du CMN

Y aura-t-il un redécoupage des circonscriptions pour éviter des déplacements longs et coûteux? A titre d'exemple, le fort Saint-André est rattaché à Mont Dauphin qui se trouve à plus de trois heures de route, alors que Glanum se trouve à moins de quarante minutes de route. C'est bien une réflexion globale sur le réseau du CMN et la pertinence de certains choix qu'il faut avoir.

Ne faudrait-il pas penser aux politiques de logement permettant de rapprocher le domicile du lieu de travail ? Non seulement via les logements de fonction, pour répondre à cet enjeu de sobriété énergétique mais aussi de sécurité/sûreté des monuments, mais également de développer le parc de logements sociaux à proximité des lieux de travail pour éviter les trop grands trajets causés par les prix de l'immobilier qui ne cessent d'augmenter.

On nous présente comme piste de réflexion l'acquisition d'une flotte de trottinettes et de vélos électriques sans prendre en compte les risques de coupures électriques pourtant annoncées, ni le recyclage des batteries ni de l'impact environnemental et humain de la fabrication de ces batteries. Par ailleurs, les aménagements routiers sont le plus souvent très mal adaptés en terme de pistes cyclables...même quand celles-ci existent !

Voici ce que nous avons pu porter ce jour en instance sur ce sujet hautement sensible...mais qui n'était qu'un point pour information.

Non à la dégradation de nos conditions de travail !

Oui à l'augmentation des salaires !

Toutes et tous en grève le 29 septembre

Paris, le 16 septembre 2022.